

AVIS DE SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

SOCIETE TUNISIENNE DE VERRERIES -SOTUVER-

Siège social : Z.I. Djebel Ouest 1111- Bir Mchargua Zaghouan.

La Société Tunisienne de Verreries -SOTUVER- publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du 19 juin 2019. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, Mr Sami MENJOUR et Mr Mohamed Zinelabidine CHERIF.

Bilan consolidé

(Exprimé en Dinars)

		Solde au 31 Décembre	
	Notes	2018	2017
Actifs			
Actifs non courants			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles		1 375 678	1 330 457
- Amortissements des immobilisations incorporelles		(1 019 970)	(983 350)
Immobilisations incorporelles nettes	(B.1)	355 708	347 107
Immobilisations corporelles		115 682 022	110 013 383
- Amortissements des immobilisations corporelles		(63 801 988)	(56 288 963)
Immobilisations corporelles nettes	(B.1)	51 880 034	53 724 420
Immobilisations financières		1 402 116	1 173 607
- Provisions sur immobilisations financières		(73 855)	(61 566)
Immobilisations financières nettes	(B.2)	1 328 260	1 112 041
Total des actifs immobilisés		53 564 002	55 183 568
Actif d'impôt différé		595 587	465 528
Autres actifs non courants	(B.3)	223 480	96 299
Total des actifs non courants		54 383 069	55 745 396
Actifs courants			
Stocks		38 132 613	41 627 197
-Provisions pour dépréciation des stocks		(1 878 286)	(734 126)
Stocks nets	(B.4)	36 254 327	40 893 070
Clients et comptes rattachés		24 851 178	14 083 966
-Provisions pour dépréciation des comptes clients		(4 410 909)	(3 624 529)
Clients et comptes rattachés nets	(B.5)	20 440 269	10 459 437
Autres actifs courants		8 595 415	5 162 818
-Provisions pour dépréciation des autres actifs courants		(611 935)	(571 217)
Autres actifs courants nets	(B.6)	7 983 479	4 591 601
Placements et autres actifs financiers		3 000 000	-
Liquidités et équivalents de liquidités	(B.7)	4 758 050	1 152 261
Total des actifs courants		72 436 126	57 096 370
Total des actifs		126 819 194	112 841 765

Bilan consolidé

(Exprimé en Dinars)

		Solde au31 Décembre	
	Notes	2018	2017
Capitaux propres et passifs			
Capitaux propres			
Capital social		27 253 600	27 253 600
Réserves consolidées		21 197 984	17 781 445
Autres capitaux propres consolidés		(16 956)	3 324
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		48 434 628	45 038 368
Résultat consolidé		17 412 002	10 355 804
Total des capitaux propres Groupe		65 846 630	55 394 173
Intérêts des minoritaires dans les réserves		997 088	524 683
Intérêts des minoritaires dans le résultat		(25 569)	(27 594)
Intérêts des minoritaires dans les autres capitaux propres		(5 652)	1 108
Total des intérêts des minoritaires		965 867	498 197
Total des capitaux propres groupe et minoritaires	(B.8)	66 812 497	55 892 370
Passifs			
Passifs non courants			
Emprunts et dettes assimilées	(B.9)	17 521 283	17 156 097
Provisions pour risques et charges	(B.10)	915 803	653 955
Total des passifs non courants		18 437 086	17 810 052
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	(B.11)	13 628 874	10 485 847
Autres passifs courants	(B.12)	9 780 908	8 293 559
Concours bancaires et autres passifs financiers	(B.13)	18 159 829	20 359 938
Total des passifs courants		41 569 611	39 139 344
Total des passifs		60 006 697	56 949 396
Total des capitaux propres et des passifs		126 819 194	112 841 765

Etat de résultat consolidé

(Exprimé en Dinars)

	Notes	Exercice de 12 mois clos le 31 Décembre	
		2018	2017
Produits d'exploitation			
Revenus	(R.1)	95 366 932	67 248 815
Autres produits d'exploitation	(R.2)	2 091 321	1 608 958
Total des produits d'exploitation		97 458 253	68 857 773
Charges d'exploitation			
Variation des stocks de produits finis et des encours		(6 302 780)	6 898 868
Achats d'approvisionnements consommés	(R.3)	(43 079 953)	(37 734 799)
Charges de personnel	(R.4)	(9 351 303)	(8 177 301)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(R.5)	(9 650 514)	(8 784 226)
Autres charges d'exploitation	(R.6)	(8 309 480)	(6 188 930)
Total des charges d'exploitation		(76 694 030)	(53 986 388)
Résultat d'exploitation		20 764 223	14 871 385
Charges financières nettes	(R.7)	(1 855 846)	(4 105 386)
Autres gains ordinaires	(R.8)	69 993	58 702
Autres pertes ordinaires	(R.9)	(31 485)	(71 464)
Résultat courant des sociétés intégrées		18 946 884	10 753 237
Impôts exigibles		(1 690 511)	(832 378)
Impôts différés		130 059	407 351
Résultat net d'impôt des sociétés intégrées		17 386 432	10 328 210
Part revenant aux intérêts minoritaires		(25 569)	(27 594)
Résultat revenant à la société consolidante		17 412 002	10 355 804

Etat de flux de trésorerie consolidés
(Exprimé en Dinars)

	Note	Exercice de 12 mois clos le 31 Décembre	
		2018	2017
Flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation			
Résultat net		17 412 002	10 355 804
Intérêts minoritaires dans le résultat		(25 569)	(27 594)
Ajustements pour :			
– Amortissements et provisions	(F.1)	9 650 514	8 784 226
Variation des :			
– Stock	(F.2)	3 494 584	(8 007 457)
– Créances clients	(F.2)	(10 767 212)	(1 605 750)
– Autres actifs	(F.2)	(3 562 656)	(2 219 432)
– Fournisseurs et autres dettes	(F.3)	4 774 902	2 702 352
– Intérêts des minoritaires dans les Réserves		500 000	509 154
Autres ajustements :			
– Résorption subvention d'investissement		(438 628)	(439 663)
– Plus ou moins-values de cession		-	(26 000)
– Ecart de conversion		(270 399)	4 431
Total des flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation		21 010 898	10 030 071
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Décassements acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(F.4)	(5 713 860)	(4 525 243)
Encaissements provenant des cessions d'immobilisations corporelles		-	26 000
Décassement sur acquisitions d'immobilisations financières		(228 508)	(178 327)
Décassement sur acquisitions des autres actifs non courants		(127 181)	(96 565)
Total des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(6 069 548)	(4 774 136)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Encaissements suite à l'émission d'actions		-	1 635 216
Prime d'émission		-	4 088 040
Encaissement sur fonds social		18 424	16 598
Encaissements provenant des emprunts		7 063 990	4 000 000
Remboursements d'emprunts		(4 053 188)	(3 477 698)
Distributions de dividendes		(6 519 061)	(5 155 892)
Encaissement crédit de financement		43 100 000	43 756 409
Remboursement crédit de financement		(45 800 000)	(52 170 945)
Intérêts courus		238 983	(49 772)
Total des flux de trésorerie liés aux opérations de financement		(5 950 852)	(7 358 044)
Variation de la trésorerie		8 990 497	(2 102 108)
Trésorerie au début de l'exercice		(1 425 107)	677 001
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(F.5)	7 565 389	(1 425 107)

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

I. PRESENTATION DU GROUPE

Le Groupe « SOTUVER » est composé de quatre sociétés : la société « SOTUVER S.A », la société « VETRO MEDITERRANEO », la société « ADRIAVETRO SARL » et la société « SABLES VERRIERS DE TUNISIE S.A ». L'activité principale du groupe « SOTUVER » est la fabrication et la commercialisation en Tunisie et à l'étranger de tous articles en verre ou en produits susceptibles de se substituer au verre ainsi que la fabrication et la commercialisation de tous les produits annexes ou connexes à l'industrie du verre.

- Société Tunisienne de Verrerie « SOTUVER S.A » : son capital s'élève à 27 253 600 DT et appartenant au groupe CFI.
La société « SOTUVER S.A » a pour objet la fabrication et la commercialisation en Tunisie et à l'étranger de tous articles en verre ou en produits susceptibles de se substituer au verre ainsi que la fabrication et la commercialisation de tous les produits annexes ou connexes à l'industrie du verre.
- Société « VETRO MEDITERRANEO SARL »(société Tunisienne) est une société de commerce international créée en décembre 2014.Elle a pour objet la commercialisation à l'export des articles de verre. Son capital s'élève à 150 000 DT détenu à concurrence de 80% par la société « SOTUVER SA ». Le fournisseur unique de « VETRO MEDITERRANEO » est « SOTUVER S.A ».
- Société « SABLES VERRIERS DE TUNISIE S.A » (société Tunisienne) est une société anonyme créée en 2017.Son capital social s'élève au 31 décembre 2018 à 2 000 000 DT et détenu à concurrence de 50% par la société « SOTUVER SA ». La société a pour objet principal l'extraction de pierres, de sable et d'argile.
- Société « ADRIAVETRO SARL » dont le pays de résidence est l'Italie est une société créée en 2018. Elle a pour objet la commercialisation en détail et en gros des emballages en verre. Son capital s'élève à 36 617 DT détenu à concurrence de 75% par la société « SOTUVER SA ».

II. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'ÉVALUATION

II.1 REFERENTIEL COMPTABLE

Les états financiers consolidés du groupe SOTUVER sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie tels que définis par la Loi 96-112 et le décret 96-2459 du 30 décembre 1996. Il s'agit, entre autres :

- ✓ du cadre conceptuel ;
- ✓ de la norme comptable générale (NCT 1);
- ✓ des normes comptables relatives à la consolidation (NCT 35 à 37);
- ✓ de la norme comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38) et
- ✓ de la norme comptable relative aux informations sur les parties liées (NCT 39).

II.2. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

II.2.1. Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de toutes les filiales dont le groupe détient directement ou indirectement le contrôle exclusif.

Le groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles de cette filiale afin de tirer avantage de ses activités.

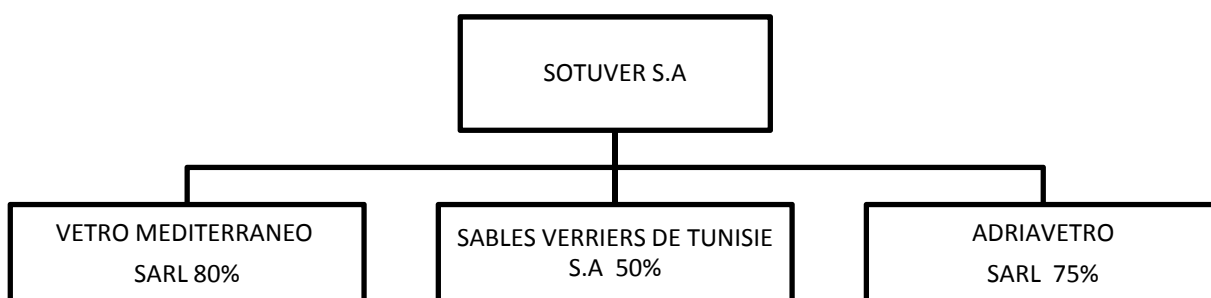
Ce contrôle résulte :

- ✓ soit de la détention directe ou indirecte, par l'intermédiaire de filiales, de plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise consolidée ;
- ✓ soit du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs,
- ✓ soit des statuts ou d'un contrat,
- ✓ soit du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent,
- ✓ soit du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou l'organe de direction équivalent.

Par ailleurs, le contrôle est présumé exister dès lors que le groupe détient directement ou indirectement 40% au moins des droits de vote dans une autre entreprise, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne.

Définition du périmètre de consolidation :

Le périmètre de consolidation du groupe SOTUVER est présenté au niveau du schéma suivant :



II.2.2. Méthode de consolidation

Les sociétés sous contrôle exclusif du groupe sont consolidées selon la méthode d'intégration globale. Le contrôle exclusif provient notamment du fait que les dirigeants sont désignés par la société « SOTUVER S.A » et qu'aucun autre groupe ou société ne dispose ni d'un contrôle, ni d'une influence notable sur cette société.

Société	2018			2017		
	% de contrôle	Qualification de la participation	Méthode de consolidation	% de contrôle	Qualification de la participation	Méthode de consolidation
SOTUVER	100%	Mère	IG	100%	Mère	IG
VETRO MEDITERRANEO	80%	Filiale	IG	80%	Filiale	IG
SABLES VERRIERS DE TUNISIE	50%	Filiale	IG	50%	Filiale	IG
ADRIAVETRO SARL	75%	Filiale	IG	75%	Filiale	IG

L'intégration globale consiste à combiner ligne à ligne les états financiers individuels de la société mère « SOTUVER S.A » et de sa filiale en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges. Afin que les états financiers consolidés présentent l'information financière du groupe comme celle d'une entreprise unique, les étapes ci-dessous sont alors suivies :

- ✓ Homogénéisation des méthodes d'évaluation et de présentation des états financiers du Groupe,
- ✓ Élimination des opérations intra-groupe et des résultats internes,
- ✓ Détermination de l'impact de la fiscalité différée sur les retraitements ayant une incidence sur le résultat et/ou les capitaux propres consolidés,
- ✓ Cumul arithmétique des comptes individuels,
- ✓ Élimination des titres de participation du groupe dans chaque société consolidée et détermination des écarts d'acquisition positif et/ou négatif,
- ✓ Identification de la « Part du groupe » et des « intérêts minoritaires » dans l'actif net des sociétés consolidées.

II.2.3. Date de clôture

Quand les états financiers utilisés en consolidation sont établis à des dates de clôture différentes, des ajustements doivent être effectués pour prendre en compte les effets des transactions et autres événements importants qui se sont produits entre ces dates et la date des états financiers de la mère. En aucun cas, la différence entre les dates de clôture ne doit être supérieure à trois mois.

La date de clôture retenue pour l'établissement des états financiers consolidés est le 31 décembre qui correspond à celle des états financiers individuels annuels.

II.2.4. Elimination des opérations intra-groupe et des résultats internes

✓ *Elimination des opérations sans incidence sur les capitaux propres*

Les créances et dettes réciproques significatives et les produits et charges réciproques significatifs entre sociétés du groupe sont éliminés en totalité sans que cette élimination n'ait d'effet sur le résultat ou sur les capitaux propres consolidés.

✓ *Elimination des opérations ayant une incidence sur les capitaux propres*

- (a) Les marges et les plus ou moins-values, résultant des transactions entre les sociétés du groupe, qui sont comprises dans la valeur d'actifs tels que les stocks ou les immobilisations sont éliminées en totalité.
- (b) Les provisions pour dépréciation des titres constituées sur les sociétés du groupe sont intégralement éliminées, par l'annulation de la dotation pour les provisions constituées au cours de l'exercice et par déduction sur les réserves pour les provisions constituées au cours des exercices antérieurs.

II.3. PRINCIPES COMPTABLES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés sont libellés en dinars tunisiens et préparés en respectant les hypothèses sous-jacentes et les principes et méthodes comptables de base préconisés par le Système Comptable Tunisien, à savoir :

- L'hypothèse de la continuité de l'exploitation
- L'hypothèse de la comptabilité d'engagement
- La convention de l'entité
- La convention de l'unité monétaire
- La convention de la périodicité
- La convention du coût historique
- La convention de réalisation de revenu
- La convention de la permanence des méthodes
- La convention de l'information complète
- La convention de prudence
- La convention de l'importance relative
- La convention de la prééminence du fond sur la forme.

▪ **Unité monétaire**

Les livres comptables du groupe, à l'exception de la société ADRIAVETRO, sont tenus en Dinars Tunisiens. Les transactions réalisées en devises étrangères sont converties en Dinars Tunisiens au cours du jour de l'opération ou au cours de couverture lorsqu'un instrument de couverture existe. Au 31 décembre, les éléments monétaires figurant au bilan de l'entreprise sont convertis au taux de clôture, s'ils ne font pas l'objet d'un contrat à terme. Les différences de change sont portées en résultat de l'exercice.

La politique actuelle de couverture contre les risques de change consiste à équilibrer dans la limite du possible les opérations d'achat et de vente réalisés dans la même devise, pour ce faire la société gère des comptes bancaires en devise étrangères il s'agit principalement des comptes en Euro.

Les gains et pertes de change sont prise en compte à la date de clôture sur la base des taux de change à ladite date.

▪ **Conversion des états financiers des sociétés étrangères**

Les états financiers consolidés sont présentés en Dinars Tunisien, qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la SOTUVER.

Les états financiers de la société ADRIAVETRO sont présentés en Euro. Pour le besoin de consolidation, ces états financiers ont été convertis en adoptant la méthode de cours de clôture comme suit :

- Les actifs et passifs sont convertis aux taux de change en vigueur à la clôture de la période ;
- Les capitaux propres sont convertis au taux de change historique ;
- Les comptes de résultat sont convertis au taux moyen de change de la période, sauf en cas de variations significatives des cours.

La part du Groupe dans les pertes ou les profits de conversion est comprise dans le poste "Ecart de conversion" inclus dans les capitaux propres, jusqu'à ce que les actifs ou passifs et toutes les opérations en devises étrangères auxquels ils se rapportent soient vendus ou liquidés. Dans ce cas, ces différences de conversion sont comptabilisées soit en compte de résultat si l'opération conduit à une perte de contrôle, soit directement en variation de capitaux propres s'il s'agit d'une Variation d'intérêts minoritaires sans perte de contrôle.

▪ **Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations sont comptabilisées à leurs coûts d'acquisition hors taxes récupérables. Les dotations aux amortissements des immobilisations du groupe sont calculées selon la méthode linéaire. Les taux d'amortissement appliqués se présentent comme suit :

Nature	Taux annuels
Constructions	De 2% à 5 %
Matériel Industriel	De 10% à 12,5%
Matériels de transport	20%
Agencements, aménagements et installations	10%
Mobiliers, matériels de bureau	10%
Matériels informatiques	15%
Matériel de sécurité	10%
Logiciels et Licences	33%

Par ailleurs, les contrats de location-financement sont comptabilisés parmi les immobilisations de la société pour des montants égaux à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminée, chacune au commencement du contrat de location. Le taux d'actualisation à utiliser pour calculer la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, est le taux d'intérêt implicite du contrat de location. Les coûts directs initiaux encourus par la société sont ajoutés au montant comptabilisé en tant qu'actif.

La méthode d'amortissement des actifs loués est cohérente avec celle applicable aux actifs amortissables que possède la société et la dotation aux amortissements est calculée sur la base des dispositions de la NCT 5 relative aux immobilisations corporelles et de la NCT 6 relative aux Immobilisations incorporelles.

- **Immobilisations financières**

Les titres de participation sont initialement comptabilisés au coût. Les frais d'acquisition (commissions d'intermédiaires, honoraires, droits et frais bancaires) sont exclus. Toutefois, les honoraires d'études et de conseils relatifs à l'acquisition de ces placements à long terme sont inclus dans leur coût d'acquisition.

À la date de clôture, ils sont évalués à leur valeur d'usage (déterminée en fonction de plusieurs facteurs tels que la valeur de marché, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de la société émettrice, la conjoncture économique et l'utilité procurée au groupe). Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions pour dépréciation ; les plus-values ne sont pas prises en compte en résultat net.

Le Groupe opte pour le classement de ses placements conformément à la norme comptable ou un placement à court terme est un placement que le Groupe n'a pas l'intention de conserver pendant plus d'un an et qui, de par sa nature, peut être liquidé à brève échéance.

Un placement à long terme est un placement détenu dans l'intention de le conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Un placement à long terme est également un placement qui n'a pas pu être classé parmi les placements à court terme.

Les titres de participations détenus par le groupe dans les sociétés consolidées ont été éliminés selon la méthode décrite au § II-2.

- **Les comptes clients créditeurs et fournisseurs débiteurs**

Les comptes clients créditeurs sont présentés parmi les autres passifs courants et pour les comptes fournisseurs débiteurs, ils sont présentés parmi les autres actifs courants.

- **Charges reportées**

Les charges reportées enregistrent les frais de pré-exploitation du nouvel investissement des sociétés du groupe ainsi que les frais engagés au titre de l'intervention des consultants afin d'améliorer la performance du groupe.

Ces charges sont amorties sur une période de trois ans à partir de la date de leur capitalisation.

- **Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement ne sont comptabilisées que lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- a. l'entreprise pourra se conformer aux conditions attachées aux subventions ;
- b. les subventions seront perçues par l'entreprise.

Les subventions d'investissement relatives à des biens amortissables sont à rapporter aux résultats des exercices pendant lesquels sont constatées les charges d'amortissement relatives à ces immobilisations. Ces subventions sont rapportées proportionnellement à ces charges d'amortissement.

- **Impôt différé**

Les sociétés du Groupe SOTUVER sont soumises à l'impôt sur les sociétés (IS) selon les règles et les taux en vigueur en Tunisie.

Les sociétés du Groupe optimisent en général l'IS en faisant recours au réinvestissement des bénéfices.

Il a été tenu compte d'un impôt différé pour les retraitements de consolidation ayant une incidence sur le résultat.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables.

- **Prise en compte des revenus**

Les revenus provenant des ventes de marchandises sont comptabilisés lors du transfert à l'acheteur, des principaux risques et avantages inhérents à la propriété (transfert de propriété) ou lorsqu'elle ne conserve qu'une part insignifiante des risques inhérents à la propriété dans l'unique but de protéger la recevabilité de la somme due.

- **Stocks**

Les produits finis du Groupe SOTUVER sont évalués à la valeur inférieure entre le coût de production et la valeur de réalisation nette déterminée à la date de clôture. Une provision pour dépréciation est constatée sur les articles à rotation lente ou obsolètes.

Le stock des palettes a été comptabilisé sur la base des états théoriques au 31 décembre 2018.

III. NOTES EXPLICATIVES

(Chiffres exprimés en Dinars Tunisiens)

III.1. POURCENTAGE D'INTERETS DU GROUPE

L'analyse du portefeuille titres de participation du Groupe SOTUVER permet d'arrêter le périmètre suivant :

Société	2017		2018	
	%	%	%	%
	de contrôle	d'intérêt	de contrôle	d'intérêt
SOTUVER	100%	100%	100%	100%
VETRO MEDITERRANEO	80%	80%	80%	80%
SABLES VERRIERS DE TUNISIE	50%	50%	50%	50%
ADRIAVETRO SARL	75%	75%	75%	75%

III.2. Notes sur le bilan

B.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Le tableau de variation des immobilisations incorporelles et corporelles se présente au 31 décembre 2018 comme suit:

Désignations	Valeurs brutes au 31/12/2017	Acquisitions 2018	Ecart de conversion	Valeurs brutes au 31/12/2018	Amortissements Cumulés au 31/12/2017	Dotations 2018	Ecart de conversion	Amortissements Cumulés au 31/12/2018	Valeurs comptables nettes au 31/12/2018
Investissements, Recherches et développements	105 039	-	-	105 039	514	47	-	561	104 478
Licences	333 888	-	-	333 888	126 845	12 816	-	139 661	194 227
Logiciels	891 530	45 221	-	936 751	855 991	23 758	-	879 749	57 001
Immobilisations incorporelles	1 330 457	45 221	-	1 375 678	983 350	36 621		1 019 970	355 708
Terrains	1 315 574	-	-	1 315 574	-	-	-	-	1 315 574
Constructions	22 629 406	7 631	-	22 642 179	7 697 773	756 827	-	8 454 600	14 187 579
Equipements de bureau	475 826	22 898	-	498 725	352 907	30 038	-	382 945	115 780
Installations techniques	2 854 967	-	-	2 854 967	1 802 350	185 160	-	1 987 510	867 457
Matériel de sécurité	199 965	30 601	-	230 565	90 762	19 445	-	110 207	120 358
Matériel de transport	1 134 040	403 025	-	1 537 066	632 503	225 464	-	857 967	679 099
Matériel Industriel	76 265 419	2 955 195	1 854	80 230 018	44 707 219	6 167 601	(230)	50 874 590	29 355 428
Matériel Informatique	944 249	99 309	-	1 043 558	698 511	65 203	-	763 714	279 844
Outillages Industriels	704 396	218 316	-	922 712	306 938	63 517	-	370 454	552 258
Immobilisations corporelles en cours	3 489 541	1 929 810	-	4 406 658	-	-	-	-	4 406 658
Immobilisations corporelles	110 013 383	5 666 785	1 854	115 682 022	56 288 963	7 513 256	(230)	63 801 988	51 880 034
Total Immobilisations corporelles et incorporelles	111 343 840	5 712 006	1 854	117 057 700	57 272 313	7 549 876	(230)	64 821 958	52 235 742

B.2. Immobilisations financières

Les immobilisations financières nettes s'élèvent au 31 décembre 2018 à 1 328 260 DT contre 1 112 041 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit:

Désignation	Valeur brute au 31/12/2018	Provisions	Valeur nette au 31/12/2018	Valeur nette au 31/12/2017	Variation
Titres de participations	203 237	(73 855)	129 382	141 679	(12 297)
Dépôts et cautionnements	1 198 878	-	1 198 878	970 362	228 516
Total	1 402 116	(73 855)	1 328 260	1 112 041	216 219

Les titres de participation nets s'élèvent au 31 décembre 2018 à 129 382 DT se détaillant comme suit :

Participation	Valeurs brutes au 31/12/2018	Provisions	Valeurs nettes au 31/12/2018	% de détention
MARINAJERBA	190 737	(61 355)	129 382	2,14%
NSD	12 500	(12 500)	-	12,5%
Total	203 237	(73 855)	129 382	

B.3. Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants s'élèvent au 31 décembre 2018 à 223 480 DT contre 96 299 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Désignation	Solde au 31/12/2017	Capitalisation 2018	Résorption Reclassement 2018	Solde au 31/12/2018	Variation en DT
Charges reportées	96 299	128 620	(1 439)	223 480	127 181
Total brut	96 299	128 620	(1 439)	223 480	127 181

Ce montant englobe principalement les coûts d'études engagées par le groupe et dont la finalité est l'amélioration des rendements de l'usine (amélioration de la productivité et de la qualité, optimisation et l'amélioration de l'organisation de l'usine etc).

B.4. Stocks

Les stocks nets s'élèvent au 31 décembre 2018 à 36 254 327 DT contre 40 893 070 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit:

Désignation	31/12/2018	31/12/2017	Variation en DT
Matières premières	992 090	1 199 507	(207 417)
Matières consommables	4 422 996	3 966 484	456 512
Moules	8 916 347	6 526 314	2 390 033
Emballages	1 151 051	1 152 676	(1 625)
Palettes	2 530 789	2 361 248	169 541
Produits finis	20 119 341	26 420 968	(6 301 627)
Total Stock brut	38 132 613	41 627 197	(3 494 584)
Provision pour dépréciation des stocks	(1 878 286)	(734 126)	(1 144 160)
Stock net	36 254 327	40 893 070	(4 638 743)

B.5. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés nets s'élèvent au 31 décembre 2018 à 20 440 269 DT contre 10 459 437 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit:

Désignation	31/12/2018	31/12/2017	Variation en DT
Clients d'exploitation	17 300 856	9 441 549	7 859 307
Clients effets à recevoir	2 396 567	510 271	1 886 297
Clients douteux et impayés	4 230 537	3 367 363	863 175
Valeurs à l'encaissement	923 217	764 783	158 434
Clients et comptes rattachés bruts	24 851 178	14 083 966	10 767 212
Provision pour dépréciation des créances	(4 410 909)	(3 624 529)	(786 380)
Clients et comptes rattachés nets	20 440 269	10 459 437	9 980 832

B.6. Autres actifs courants

Les autres actifs courants nets s'élèvent au 31 décembre 2018 à 7 983 479 DT contre 4 591 601 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit:

Désignation	31/12/2018	31/12/2017	Variation en DT
Fournisseurs débiteurs	2 972 746	564 602	2 408 144
Personnel et comptes rattachés	640 894	635 428	5 465
Etat et collectivités publiques (A)	2 993 370	2 834 773	158 597
Actionnaires opération sur capital	500 000	-	500 000
Débiteurs divers	28 274	25 664	2 610
Comptes de régularisation actifs	1 460 131	1 102 350	357 781
Autres actifs courants bruts	8 595 415	5 162 818	3 432 597
Provision pour dépréciation des autres actifs courants	(611 935)	(571 217)	(40 719)
Autres actifs courants nets	7 983 479	4 591 601	3 391 878

B.7. Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent au 31 décembre 2018 à 4 758 050 DT contre 1 152 261 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2018	31/12/2017	Variation en DT
Banques	4 738 462	1 017 853	3 720 609
Valeurs à l'encaissement	-	122 891	(122 891)
Caisse	19 588	11 518	8 071
Total	4 758 050	1 152 261	3 605 789

B.8. Capitaux propres

Les capitaux propres du groupe totalisent au 31 décembre 2018 une valeur de 66 812 497DT. Les variations intervenues au cours de l'exercice sur cette rubrique se détaillent comme suit:

Désignation	Capital social	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Intérêt des minoritaires	Total
Capitaux propres au 31/12/2016	23 438 096	15 240 055	-	6 213 084	15 529	44 906 764
Résultats reportés consolidés	-	6 213 084	-	(6 213 084)	-	-
Variation des intérêts des minoritaires	-	-	-	-	481 560	481 560
Augmentation du capital par incorporation des réserves	2 180 288	(2 180 288)	-	-	-	-
Augmentation du capital en numéraire	1 635 216	4 088 040	-	-	-	5 723 256
Distribution des dividendes	-	(5 156 381)	-	-	-	(5 156 381)
Mouvement sur le fond social	-	16 598	-	-	-	16 598
Amortissement de la subvention	-	(439 663)	-	-	-	(439 663)
Ecart de conversion	-	-	3 324	-	1 108	4 431
Résultat de l'exercice 2017	-	-	-	10 355 804	-	10 355 804
Capitaux propres au 31/12/2017	27 253 600	17 781 445	3 324	10 355 804	498 197	55 892 370
Résultats reportés consolidés	-	10 355 804	-	(10 355 804)	-	-
Variation des intérêts des minoritaires	-	-	-	-	474 430	474 430
Distribution des dividendes	-	(6 519 061)	-	-	-	(6 519 061)
Mouvement sur le fond social	-	18 424	-	-	-	18 424
Amortissement de la subvention	-	(438 628)	-	-	-	(438 628)
Variation de l'écart de conversion	-	-	(20 279)	-	(6 760)	(27 039)
Résultat de l'exercice 2018	-	-	-	17 412 002	-	17 412 002
Capitaux propres au 31/12/2018	27 253 600	21 197 984	(16 956)	17 412 002	965 867	66 812 497

Les intérêts des minoritaires au 31 décembre 2018 se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
<i>Intérêts minoritaires dans les capitaux propres VETRO MEDITERRANEO</i>	<u>30 000</u>	<u>30 000</u>
- dans les réserves	12 297	15 529
- dans le résultat	21 264	(3 232)
<i>Intérêts minoritaires dans les capitaux propres ADRIAVETRO</i>	<u>(45 654)</u>	<u>9 154</u>
- dans les réserves	(45 654)	9 154
- dans le résultat	(46 833)	(24 362)
- Ecart de conversion	6 760	1 108
<i>Intérêts minoritaires dans les capitaux propres SVT</i>	<u>500 000</u>	<u>500 000</u>
- dans les réserves	500 000	500 000
- dans le résultat	-	-
Total des intérêts minoritaires	965 867	498 197
Part des réserves revenant aux intérêts minoritaires	997 088	524 683
Part du résultat revenant aux intérêts minoritaires	(25 569)	(27 594)
Part des autres capitaux propres revenant aux intérêts minoritaires	(5 652)	1 108

B.9. Emprunts et dettes assimilées

Les emprunts et dettes assimilées s'élèvent au 31 décembre 2018 à 17 521 283 DT contre 17 156 097DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Emprunt	31/12/2018	31/12/2017	Variation en DT
Emprunt ATTIJARI	7 417 437	7 714 290	(296 853)
Emprunt UIB	3 500 000	-	3 500 000
Emprunt BIAT	3 238 095	4 571 429	(1 333 333)
Emprunt UBCI	3 271 122	4 733 683	(1 462 561)
EMPRUNT LEASING	94 629	136 695	(42 066)
Total	17 521 283	17 156 097	365 187

B.10. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent au 31 décembre 2018 à 915 803 DT contre 653 955DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2018	31/12/2017	Variation en DT
Provisions pour litiges	137 909	8 289	129 620
Provisions pour départ à la retraite	777 894	645 667	132 228
Total	915 803	653 955	261 848

B.11. Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent au 31 décembre 2018 à 13 628 874 DT contre 10 485 847 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit:

Désignation	31/12/2018	31/12/2017	Variation en DT
Fournisseurs d'exploitation	10 288 877	8 576 702	1 712 175
Retenues de garantie	2 262	2 262	-
Fournisseurs, effets à payer	1 974 150	1 437 861	536 289
Fournisseurs d'immobilisations	568 198	477 030	91 169
Fournisseurs, factures non parvenues	795 387	(8 007)	803 394
Total	13 628 874	10 485 847	3 143 027

B.12. Autres passifs courants

Les autres passifs courants s'élèvent au 31 décembre 2018 à 9 780 908DT contre 8 293 559DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit:

Désignation	31/12/2018	31/12/2017	Variation en DT
Clients créditeurs	902 277	338 331	563 946
Personnel et comptes rattachés	1 736 017	1 413 938	322 079
Personnel UGTT	7 118	6 316	802
Assurance Groupe	8 308	6 481	1 827
Rémunération due	11 701	14 176	(2 475)
Personnel, cession divers	2 909	4 265	(1 356)
Dettes pour congés à payer	605 281	609 828	(4 547)
Autres charges à payer	1 031 575	769 515	262 060
Autres comptes créditeurs	69 125	3 357	65 767
Etat et comptes rattachés	2 032 415	1 234 724	797 691
Etat, impôt et taxes	1 792 790	885 390	907 400
Etat et collectivités publiques	226 630	-	226 630
État retenues à la source	11 582	242 111	(230 529)
État, FOPROLOS, TFP	1 242	23 049	(21 807)
État, FODEC	-	58 810	(58 810)
État, droit de timbre	1	479	(478)
TCL	170	24 885	(24 715)
Créditeurs divers	787 046	562 455	224 591
Clients, avoirs à établir	67 280	67 280	-
Jetons de présence	8 650	8 650	-
Comptes de régularisation passifs	7 266	-	7 266
Dividendes	2 317	1 932	386
C.N.S.S.	690 720	473 780	216 940
Assurances	313	313	-
Provisions courantes pour risques et charges	10 500	10 500	-
Charges à payer	4 323 153	4 744 111	(420 957)
Total	9 780 908	8 293 559	1 487 350

B.13. Concours bancaires et autres passifs financiers

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent au 31 décembre 2018 à 18 159 829DT contre 20 359 938 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit:

Désignation	31/12/2018	31/12/2017	Variation en DT
Crédit de financement	10 920 000	13 620 000	(2 700 000)
<i>Crédit financement Stock</i>	2 920 000	2 630 000	290 000
<i>Crédit financement Export</i>	8 000 000	7 000 000	1 000 000
<i>Crédit de gestion</i>	-	3 990 000	(3 990 000)
Emprunt à moins d'un an	6 649 166	4 003 550	2 645 616
<i>ATTIJARI BANK</i>	2 296 853	1 174 602	1 122 251
<i>UIB</i>	1 011 556	-	1 011 556
<i>BIAT</i>	1 333 333	761 905	571 429
<i>UBCI</i>	1 926 061	1 985 680	(59 619)
<i>LEASING</i>	81 362	81 363	-
Intérêts courus sur crédits	398 003	159 020	238 983
<i>ATTIJARI BANK</i>	123 321	75 065	48 257
<i>UBCI</i>	107 099	82 068	25 031
<i>UIB</i>	167 582	-	167 582
<i>BIAT</i>	-	1 887	(1 887)
Banques	192 660	2 577 369	(2 384 708)
<i>ATTIJARI BANK</i>	-	955 315	(955 315)
<i>B.N.A</i>	12 748	12 747	1
<i>B.I.A.T</i>	55 021	233 923	(178 902)
<i>AMEN BANK</i>	-	385 324	(385 324)
<i>S T B</i>	2 055	1 854	202
<i>UBCI</i>	-	806 965	(806 965)
<i>UIB</i>	122 836	181 242	(58 406)
Total	18 159 829	20 359 938	(2 200 109)

III.3. Notes sur l'état de résultat

R.1. Revenus

Les revenus s'élèvent à 95 366 932 DT au cours de l'exercice 2018 contre 67 248 815 DT au cours de l'exercice 2017 et se détaillent comme suit:

Désignation	2018	2017	Variation en DT
Chiffre d'affaires Local	37 130 545	31 225 389	5 905 156
Chiffre d'affaires Export	58 236 387	36 023 426	22 212 962
Total	95 366 932	67 248 815	28 118 117

R.2. Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à 2 091 321DT au cours de l'exercice 2018 contre 1 608 958DT au cours de l'exercice 2017 et se détaillent comme suit:

Désignation	2018	2017	Variation en DT
Autres Produits Locaux	1 476 843	1 166 318	310 525
Subventions d'exploitation	138 565	-	138 565
Transferts de charges	37 285	2 977	34 308
Résorption subvention d'investissement	438 628	439 663	(1 035)
Total	2 091 321	1 608 958	482 363

R.3. Achats d'approvisionnements consommés

Les achats d'approvisionnement consommés s'élèvent à 43 079 953 DT au cours de l'exercice 2018 contre 37 734 799DT au cours de l'exercice 2017 et se détaillent comme suit:

Désignation	2018	2017	Variation en DT
Matières premières	15 231 506	13 711 255	1 520 251
<i>Stock initial</i>	<i>1 199 507</i>	<i>1 177 026</i>	<i>22 481</i>
<i>Achat 2018 MP</i>	<i>15 024 089</i>	<i>13 733 736</i>	<i>1 290 353</i>
<i>Stock final</i>	<i>(992 090)</i>	<i>(1 199 507)</i>	<i>207 417</i>
Matières consommables	8 650 003	7 113 049	1 536 954
<i>Stock initial</i>	<i>10 492 798</i>	<i>10 104 202</i>	<i>388 596</i>
<i>Achat 2018 MC</i>	<i>11 496 548</i>	<i>7 501 645</i>	<i>3 994 903</i>
<i>Stock final</i>	<i>(13 339 343)</i>	<i>(10 492 798)</i>	<i>(2 846 545)</i>
Emballages	4 266 216	4 011 542	254 674
<i>Stock initial</i>	<i>1 152 676</i>	<i>819 754</i>	<i>332 922</i>
<i>Achat 2018 EM</i>	<i>4 264 592</i>	<i>4 344 464</i>	<i>(79 872)</i>
<i>Stock final</i>	<i>(1 151 051)</i>	<i>(1 152 676)</i>	<i>1 625</i>
Palettes	1 856 319	1 505 572	350 747
<i>Stock initial</i>	<i>2 361 248</i>	<i>1 997 355</i>	<i>363 893</i>
<i>Achat 2018 Palette</i>	<i>2 025 860</i>	<i>1 869 465</i>	<i>156 395</i>
<i>Stock final</i>	<i>(2 530 789)</i>	<i>(2 361 248)</i>	<i>(169 541)</i>
Energie	13 075 908	11 393 381	1 682 527
<i>Eau</i>	<i>110 241</i>	<i>45 143</i>	<i>65 098</i>
<i>Gaz</i>	<i>7 949 812</i>	<i>7 157 217</i>	<i>792 595</i>
<i>Electricité</i>	<i>5 015 855</i>	<i>4 191 021</i>	<i>824 834</i>
Total	43 079 953	37 734 799	5 345 154

R.4. Charges de personnel

Les charges de personnel s'élèvent à 9 351 303 DT au cours de l'exercice 2018 contre 8 177 301DT au cours de l'exercice 2017 et se détaillent comme suit :

Désignation	2018	2017	Variation en DT
Salaires & Appointements	7 808 670	6 835 038	973 632
Charges Patronales	1 542 633	1 342 263	200 370
Total	9 351 303	8 177 301	1 174 002

R.5. Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à 9 650 514 DT au cours de l'exercice 2018 contre 8 784 226 DT au cours de l'exercice 2017 et se détaillent comme suit :

Désignation	2018	2017	Variation en DT
Dotations aux amortissements des immobilisations	7 537 347	7 517 607	19 740
Provisions pour dépréciation des stocks	1 144 160	515 503	628 657
Provisions pour dépréciation des clients	786 380	751 117	35 263
Provisions pour dépréciation des autres actifs courants	40 719	-	40 719
Provisions pour dépréciation immobilisations financières	12 289	-	12 289
Provision pour risques et charges	129 620	-	129 620
Total	9 650 514	8 784 226	866 287

R.6. Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation s'élèvent à 8 309 480DT au cours de l'exercice 2018contre 6 188 930DT au cours de l'exercice 2017 et se détaillent comme suit:

Désignation	2018	2017	Variation en DT
Honoraires	781 625	986 745	(205 120)
Entretiens et réparations	1 146 448	806 142	340 307
Assistances	145 183	69 030	76 153
Locations	304 456	363 394	(58 937)
Réceptions et missions	315 175	293 338	21 837
Frais de Transport	3 896 512	2 147 847	1 748 665
Sous-traitances	426 379	389 354	37 025
Impôts et taxes	347 362	292 521	54 841
Autres charges	342 666	262 704	79 962
Assurances	313 197	282 899	30 298
Frais bancaires	173 157	179 953	(6 796)
Télécommunications	79 821	77 504	2 317
Jetons de présence	37 500	37 500	-
Total	8 309 480	6 188 930	2 120 551

R.7. Charges financières nettes

Les charges financières nettes s'élèvent à 1 855 846 DT au cours de l'exercice 2018 contre 4 105 386 DT au cours de l'exercice 2017 et se détaillent comme suit:

Désignation	2018	2017	Variation en DT
Intérêts des emprunts	2 053 054	1 304 661	748 392
Intérêts des comptes courants	346 098	494 717	(148 619)
Intérêts Opérations de financement	850 121	841 984	8 137
Frais d'escompte	356 814	316 648	40 166
Différences de change	(1 750 241)	1 147 376	(2 897 616)
Total	1 855 846	4 105 386	(2 249 540)

R.8. Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires s'élèvent à 69 993 DT au cours de l'exercice 2018 contre 58 702 DT au cours de l'exercice 2017 et se détaillent comme suit:

Désignation	2018	2017	Variation en DT
Profits exceptionnels	69 993	32 702	37 291
Plus-value sur cessions d'actifs	-	26 000	(26 000)
Total	69 993	58 702	11 291

R.9. Autres pertes ordinaires

Les autres pertes ordinaires s'élèvent à 31 485DT au cours de l'exercice 2018 contre 71 464 DT au cours de l'exercice 2017 et se détaillent comme suit:

Désignation	2018	2017	Variation en DT
Pertes exceptionnelles	30 957	34 776	(3 819)
Achats liés à des exercices antérieurs	529	36 688	(36 159)
Total	31 485	71 464	(39 978)

III.4. Notes sur l'état des flux de trésorerie

F.1. Amortissements et provisions

Désignation	2018	2017
Dotations aux amortissements des immobilisations	7 537 347	7 517 607
Provisions pour dépréciation des stocks	1 144 160	515 503
Provisions pour dépréciation des clients	786 380	751 117
Provisions pour dépréciation des autres actifs courants	40 719	-
Provisions pour dépréciation immobilisations financières	12 289	-
Provision pour risques et charges	129 620	-
Total	9 650 514	8 784 226

F.2. Variation des actifs

Désignation	31/12/2018 (a)	31/12/2017 (b)	Variation (b)-(a)
Stocks	38 132 613	41 627 197	3 494 584
Créances clients	24 851 178	14 083 966	(10 767 212)
Autres actifs	9 191 001	5 628 346	(3 562 656)
Total	72 174 792	61 339 509	(10 835 284)

F.3. Variation des passifs

Désignation	31/12/2018 (a)	31/12/2017 (b)	Variation (a)-(b)
Fournisseurs et autres dettes	23 755 041	18 980 139	4 774 902
Total	23 755 041	18 980 139	4 774 902

F.4. Décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles

Désignation	2018	2017
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles	(5 668 639)	(4 205 067)
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles	(45 221)	(320 176)
Total	(5 713 860)	(4 525 243)

F.5.Trésorerie à la clôture de l'exercice

Désignation	31/12/2018	31/12/2017
Comptes courants bancaires débiteurs SOTUVER S.A.	3 500 286	819 192
Compte placement SOTUVER S.A.	3 000 000	-
Comptes courants bancaires débiteurs VETRO MEDITERRANEO	603 325	116 885
Comptes courants bancaires débiteurs SVT	503 812	49 994
Caisse ADRIAVETRO	11 435	7 837
Comptes courants bancaires débiteurs ADRIAVETRO	8 208	31 782
Caisse SOTUVER S.A.	8 147	3 680
Comptes courants bancaires créditeurs SVT	-	(20)
Chèque à l'encaissement VETRO MEDITERRANEO	-	122 891
Comptes courants bancaires créditeurs SOTUVER S.A.	(14 803)	(2 576 566)
Comptes courants bancaires créditeurs VETRO MEDITERRANEO	(55 021)	(782)
Total	7 565 389	(1 425 107)

IV. NOTE SUR LES ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31 DECEMBRE 2018

Les engagements hors bilan du groupe « SOTUVER » se détaillent comme suit :

V.1. Engagements donnés

A- Hypothèques et nantissements

Le groupe « SOTUVER » a affecté spécialement au profit de la BIAT, et en pari-passu avec UBCI, ATTIJARI BANK, BH et UIB :

a. En Hypothèque Immobilière de Premier Rang :

Conformément aux articles 270 et suivants du code des droits réels, la totalité des parts indivises lui appartenant dans la propriété sise à Jebel El Ouest, Délégation de ZAGOUAN, d'une superficie de 7 Ha, objet du titre foncier N° 15 452 dénommé « Henchir BOU HEJBA ».

b. En Nantissement de Premier Rang :

Conformément à la loi N° 2001-19 du 6 Février 2001 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement professionnel, l'ensemble du matériel servant à l'exploitation du Fonds.

Conformément au décret du 7 Novembre 1935 modifié par le décret du 10 Février 1955, sont en nantissement de premier rang : les machines, marchandises, matériels, matières premières, outillages et véhicules automobiles ou autres moyens de transport quelconques qui pourraient se trouver dans le fonds lors de la réalisation éventuelle du gage.

B- Crédits

Banque	Montant Crédit	Principal restant dû	Intérêts restants
ATTIJARI BANK 1	6 000 000	2 000 004	150 881
ATTIJARI BANK 2	6 000 000	5 714 286	848 958
ATTIJARI BANK 3	2 000 000	2 000 000	483 511
UBCI 1	2 540 000	-	-
UBCI 2	1 220 050	406 683	25 705
UBCI 3	5 270 000	790 500	9 238
UBCI 4	4 000 000	4 000 000	530 950
BIAT 1	4 000 000	571 429	16 262
BIAT 2	4 000 000	4 000 000	631 764
UIB	5 000 000	4 500 000	506 013
TOTAL	40 030 050	23 982 902	3 203 281

Banque	Montant P Crédit	Principal + Intérêts restant dû	Intérêts restants
ATTIJARI LEASING 1	147 600	51 719	9 899
ATTIJARI LEASING 2	60 900	22 841	4 571
ATTIJARI LEASING 4	55 022	10 391	2 128
ATTIJARI LEASING 5	40 122	21 024	3 638
ATTIJARI LEASING 6	72 132	35 808	6 955
ATTIJARI LEASING 7	40 969	27 232	4 698
TOTAL	416 746	169 015	31 890

C- Effets escomptés non échus

Les effets escomptés non échus s'élèvent au 31 décembre 2018 à 9 635 624 DT et se détaillent comme suit :

Banque	Montant
ATB	679 467
ATTIJARI BANK	3 650 378
BIAT	1 259 614
UBCI	2 021 292
BH	174 882
UIB	1 849 991
Total	9 635 624

V.2. Engagements reçus

Au 31 décembre 2018, le groupe n'a obtenu aucun engagement sous forme de cautionnements, avals, garanties ou autres sûretés

V. NOTE RELATIVE AU RESULTAT PAR ACTION DU GROUPE

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Résultat Net	17 412 002	10 355 804
Nombre d'action	27 253 600	27 253 600
Résultat par action	0,639	0,380

VI. EVENEMENTS POSTERIEURS

Ces états financiers sont autorisés pour la publication par le Conseil d'Administration en date du 9 Mai 2019. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES - EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018**

Messieurs les actionnaires du Groupe SOTUVER,

I. Rapport sur l'audit des Etats Financiers consolidés

1. Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 15 juin 2016 pour le cabinet AMC Ernst & Young et du 20 juin 2017 pour le Cabinet Sami MENJOUR, nous avons effectué l'audit des Etats Financiers consolidés du Groupe « SOTUVER », qui comprennent le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2018, l'état de résultat consolidé et l'état des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces Etats Financiers consolidés font ressortir des capitaux propres positifs (hors intérêts minoritaires) de 65 846 630 DT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 17 412 002 DT.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2018, ainsi que sa performance financière consolidée et ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue la question clés de l'audit qui doit être communiquée dans notre rapport.

Evaluation des Stocks

Risques identifiés

Les Stocks du Groupe figurent au bilan au 31 décembre 2018 pour une valeur nette de 36 254 327 DT et représentent l'un des postes les plus importants du bilan (environ 29% du total actifs). Les stocks sont évalués comme suit :

- Pour les produits finis : à la valeur inférieure entre le coût de production et la valeur de réalisation nette déterminée à la date de clôture.
- Pour les matières premières et les autres stocks : à la valeur inférieure entre le coût unitaire moyen pondéré ou le coût historique, et la valeur de réalisation nette déterminée à la date de clôture.

La direction détermine à la clôture, la valeur nette de réalisation des stocks en se fondant sur les prix de vente nets pratiqués, ainsi que sur les perspectives d'écoulement sur le marché, pour les articles en stock à rotation lente.

La provision pour dépréciation des stocks a été déterminée en tenant compte des articles à rotation lente ou obsolètes déduction faite, pour les produits finis, de la valeur récupérable de ces articles telle que calculée par la direction technique et la direction commerciale de la société.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse aux risques identifiés

Nos travaux ont consisté principalement à :

- Prendre connaissance des procédures de contrôle interne mises en place pour identifier les articles à rotation lente et vérifier leur correcte évaluation à la valeur nette de réalisation lorsque celle-ci est inférieure à leur coût unitaire moyen pondéré ;
- Tester l'efficacité des contrôles clés relatifs à ces procédures ;
- Apprécier les données et les hypothèses retenues par la Direction pour déterminer la valeur nette de réalisation et identifier les articles qui doivent être comptabilisés à cette valeur.
- Comparer par sondages le coût des articles en stock avec le prix de vente net pratiqué, afin de confirmer le montant de la dépréciation constatée dans les comptes ;
- Revoir les jugements effectués par la direction dans le cadre de l'évaluation des risques et l'appréciation du caractère raisonnable des estimations et des hypothèses retenues dans le calcul des provisions pour dépréciation des stocks.

4. Rapport de gestion relatif au Groupe

La responsabilité du rapport de gestion relatif au Groupe incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion relatif au Groupe et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions des articles 266 et 471 du code des sociétés commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion relatif au Groupe, et ce, par référence aux états financiers consolidés.

Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion relatif au Groupe et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion relatif au Groupe semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion relatif au Groupe, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

5. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états

financiers consolidés conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

6. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des

événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport sur les vérifications spécifiques

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, tel que modifié par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité des systèmes de contrôle interne de la SOTUVER et de ses filiales. À cet effet, nous avons consulté les rapports des commissaires aux comptes des sociétés appartenant au Groupe. Nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié de déficiences importantes dans les systèmes de contrôle interne de la SOTUVER et de ses filiales susceptibles d'impacter la fiabilité des états financiers consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Tunis, le 18 juin 2019

Les commissaires aux comptes

Sami MENJOUR

**AMC ERNST& YOUNG
Mohamed Zinelabidine CHERIF**